CHAMBER OF COMMERCE LUXEMBOURG
POWERING BUSINESS

IMD / World Competitiveness Center

CC NEWS FLASH

CLASSEMENTS COMPÉTITIVITÉ

NOVEMBRE 2026 • **02**

ECO

Le Luxembourg dans l'*IMD World Digital and AI Ranking 2026* : des points forts qui s'érodent et des points faibles qui persistent

Avec l'essor de l'intelligence artificielle (IA), la compétitivité digitale ne repose plus seulement sur les capacités technologiques, mais aussi sur la capacité à mettre l'IA au service de la productivité des acteurs économiques et de l'innovation. Face à ce constat, le classement de l'*International Institute for Management Development* (IMD) dédié au digital fait peau neuve. Il s'attache désormais à répondre à une question clé : **dans quelle mesure les pays et les entreprises sont-ils prêts à utiliser l'IA de manière productive, à l'encadrer de façon responsable et à gagner la confiance des personnes concernées par son déploiement ?**

L'édition 2026, qui couvre 70 économies, fait ressortir trois enseignements majeurs :

1. **Peu d'économies parviennent à réunir l'ensemble des conditions nécessaires pour assurer une compétitivité forte en matière d'IA.** Singapour fait figure d'exception, avec des performances solides sur tous les facteurs inclus dans le classement.

2. **La maîtrise technologique ne suffit pas, à elle seule, à garantir un déploiement efficace et productif de l'IA.** Celui-ci dépend également de la capacité des organisations à accéder aux données et aux talents nécessaires, à évoluer dans un environnement numérique sécurisé et à s'adapter à un cadre réglementaire clair.

3. Enfin, **le déploiement de l'IA doit reposer sur la confiance**. Dans les pays où son adoption est rapide, comme aux États-Unis, au Canada, en France et en Allemagne, son utilisation se développe plus vite que la confiance des populations. Or, sans cette adhésion, la diffusion de l'IA dans la durée pourrait s'avérer difficile.

Ces enseignements mettent ainsi en évidence une conception élargie de la compétitivité technologique et digitale à l'ère de l'IA.

LA MÉTHODOLOGIE

Le nouveau *World Digital and AI Ranking* compte **88 indicateurs (27 de plus que le classement précédent)** dont 51 proviennent de données statistiques et 37 sont issus d'une enquête menée auprès de dirigeants d'entreprises.

Les pays sont évalués sur la base de **5 facteurs (contre 3 précédemment)**:

- **Le facteur « Gouvernance »** mesure la capacité du cadre juridique, réglementaire et institutionnel d'un pays à favoriser un développement technologique responsable.
- **Le facteur « Technologie et infrastructures »** couvre les ressources matérielles, financières et les connaissances permettant le déploiement des technologies numériques et des systèmes d'IA.
- **Le facteur « Efficacité »** évalue dans quelle mesure les conditions en place permettent une mise en œuvre effective des technologies numériques et de l'IA au sein des organisations privées et publiques.
- **Le facteur « Développement du capital humain »** porte sur les compétences nécessaires pour piloter durablement une économie numérique fondée sur l'IA.
- **Le facteur « Valeurs »** examine les enjeux éthiques, de sécurité et de confiance qui conditionnent une adoption socialement durable des technologies numériques et de l'IA.

Chacun de ces facteurs comprend **3 sous-facteurs, l'IA étant désormais intégrée de façon transversale dans chacun d'entre eux**.

LE CLASSEMENT GÉNÉRAL EST ISSU DE L'AGRÉGATION DES RÉSULTATS DE CES 15 SOUS-FACTEURS:

GOUVERNANCE	TECH. & INFRASTRUCTURES	EFFICACITÉ
▸ Cadre réglementaire	▸ Cadre technologique	▸ Pratiques
▸ Gouvernance digitale et de l'IA	▸ Capital et investissements en IA	▸ Agilité des entreprises
▸ Leadership des pouvoirs publics	▸ Infrastructures de recherche	▸ Adoption de l'IA

CAPITAL HUMAIN	VALEURS
▸ Talents	▸ Cybersécurité & éthique de l'IA
▸ Éducation & formation	▸ Attitudes sociétales
▸ Degré de préparation à l'IA	▸ Confiance

Source: IMD, présentation Chambre de Commerce

Afin de replacer les résultats de 2026 dans leur contexte, l'Institut IMD présente l'évolution du classement général, des facteurs et des sous-facteurs sur cinq ans. Toutefois, certains sous-facteurs combinent désormais des indicateurs utilisés de longue date et des indicateurs liés à l'IA introduits plus récemment. Ce changement méthodologique peut notamment expliquer pourquoi le Luxembourg, classé 27e au *World Digital Competitiveness Ranking* de 2025, figure à la 28e place dans le *World Digital and AI Ranking* de 2026 ou encore pourquoi le Canada prend rétrospectivement la tête du classement 2025 revisité (et non plus la Suisse). **Les comparaisons entre les résultats de 2026 et les classements précédents sont donc à manier avec prudence**, à l'exception des indicateurs repris à l'identique dans le nouveau classement.

ÉTATS-UNIS, SINGAPOUR ET LES PAYS-BAS EN TÊTE, LE LUXEMBOURG LOIN DERRIÈRE

Les États-Unis dominent le classement général, portés par la solidité de leur écosystème technologique s'appuyant notamment sur d'importantes capacités d'investissement, d'innovation et de recherche, ainsi que sur leur puissance commerciale. **Singapour** et les **Pays-Bas**, respectivement 2e et 3e, complètent le podium. La performance de Singapour tient notamment à sa **capacité de déployer l'IA aussi bien dans le secteur privé que public**, dans un contexte marqué par un niveau de **confiance élevé dans l'IA tant des habitants que du gouvernement**. L'État joue à cet égard un rôle moteur dans la promotion et l'adoption de l'IA. Les Pays-Bas, quant à eux, se distinguent par leur positionnement en matière d'IA responsable. Ils affichent également de **solides performances sur l'accès des entreprises au capital-investissement et les investissements des entreprises dans l'IA**. Cette capacité à mobiliser des capitaux pour l'innovation et l'IA est assez rare en Europe pour être soulignée, y compris au sein d'économies habituellement très bien classées dans l'*IMD World Competitiveness Ranking*, telles que la Suisse, la Suède ou la Finlande.

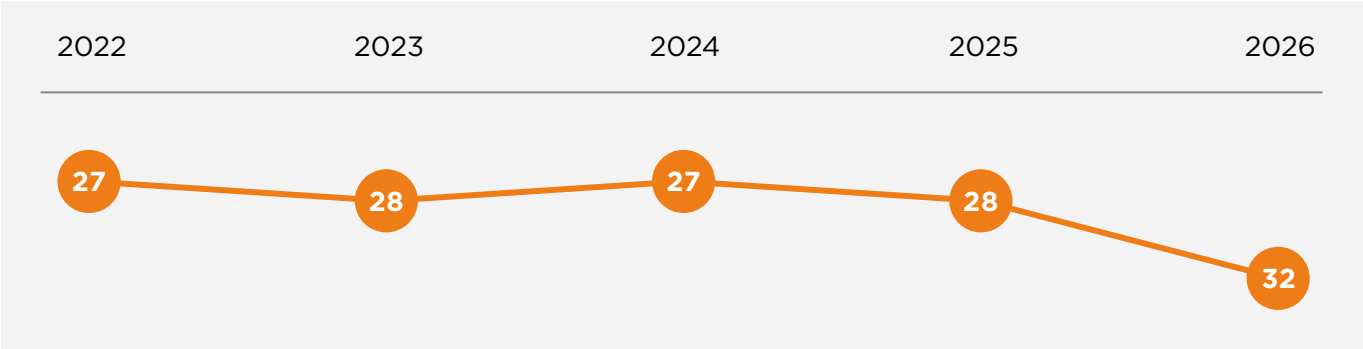
Le continent européen est bien représenté parmi les économies les plus performantes en matière de digitalisation et d'IA, avec **cinq pays dans le top 10** : les Pays-Bas (3e), le Danemark (4e), la Suède (6e), la Finlande (8e) et la Suisse (9e). Tous figurent sans interruption parmi les économies les plus compétitives depuis 2022.

Par ailleurs, **la progression de la Chine est notoire** : désormais 7e, elle a gagné 14 places depuis 2023. Sa trajectoire illustre **la montée en puissance rapide d'un écosystème technologique soutenu par une volonté politique forte, des investissements publics massifs dans les technologies stratégiques, des pratiques efficaces et une grande capacité d'adaptation**.

Le Luxembourg, 32e, recule de 4 places par rapport à 2025 et peine à remonter la pente. Positionné entre la Lettonie (31e) et le Bahreïn (33e), il fait moins bien que ses voisins allemands (18e), français (21e) et belges (29e). Cette évolution contraste avec celle observée dans l'*IMD World Competitiveness Ranking* de 2026 publié en juin, où le pays avait progressé pour atteindre la 14e place. Les deux classements dessinent ainsi des trajectoires divergentes, soulignant l'écart entre une compétitivité globale portée par les investissements internationaux et des performances en retrait dans le domaine du numérique et de l'IA.

LE LUXEMBOURG : UNE GOUVERNANCE SOLIDE, MAIS UNE ADOPTION DE L'IA ENCORE INSUFFISANTE

ÉVOLUTION DU CLASSEMENT GÉNÉRAL DU LUXEMBOURG 2022-2026



Source : IMD

Les résultats du Luxembourg mettent en lumière **des fragilités, pour la plupart connues, qui appellent à une accélération des efforts engagés**. Le pays se situe dans la 2e moitié des économies participantes sur quatre des cinq facteurs du classement : 34e sur les valeurs, 36e sur l'efficacité de l'adoption de l'IA, 37e sur le développement du capital humain et 39e sur la dimension « technologie et infrastructures ». Ces résultats suggèrent que malgré les initiatives entreprises ces dernières années, leur ampleur et leur rythme ne permettent pas encore au Luxembourg de combler son retard avec les économies leaders.

Le **facteur « Gouvernance »** constitue le point fort du Grand-Duché, avec une 14e place qui s'explique par la robustesse de son cadre réglementaire. **Un contraste se dessine ainsi entre la capacité du Luxembourg à créer un environnement propice et encadré pour l'IA et sa capacité à en accélérer son adoption et son déploiement**. Sans passage à la vitesse supérieure, le pays risque de subir les transformations liées à l'IA sans pouvoir les façonner à son avantage en fonction de ses besoins et de ses valeurs.

Le **facteur « Technologie et infrastructures »** constitue l'un des principaux points de fragilité du Luxembourg (39e), celui-ci ayant reculé sur les trois sous-facteurs qui le composent, par rapport à 2022. Le **cadre technologique** enregistre le résultat le plus favorable des trois, mais à un faible niveau (32e, contre 23e en 2022). Cette position masque toutefois d'importants écarts entre les indicateurs. Le Luxembourg peut s'appuyer sur des fondamentaux solides en matière de connectivité, avec de bons résultats pour le nombre d'utilisateurs d'Internet (7e) et la part des abonnements 5G dans le total des abonnements GSM (15e). À l'inverse, les performances sont moins bonnes pour les exportations de produits de haute technologie (58e) et le nombre de serveurs Internet sécurisés (53e). Les difficultés sont plus marquées encore sur **le sous-facteur « capital et investissement dans l'IA »**, au sein duquel le Luxembourg chute de la 17e place en 2022 à la 40e en 2026, rétrogradé en particulier par les résultats de l'enquête menée auprès des dirigeants d'entreprises. L'accès des entreprises au financement reste un point noir du Luxembourg qui entrave son développement économique et fragilise sa compétitivité. Comme l'an passé, les entrepreneurs font état d'un accès encore insuffisant au capital-risque (45e) et d'un niveau relativement modeste d'investissements privés dans l'IA (30e). Dans ce contexte, le Grand-Duché est 38e sur le nouvel indicateur relatif aux investissements des entreprises dans l'IA, un indicateur qu'il conviendra de suivre dans les années à venir afin d'évaluer la capacité du Luxembourg à accélérer la diffusion de l'IA au sein des entreprises. Certains indicateurs sont néanmoins plus encourageants : le Luxembourg se classe 15e sur la capitalisation boursière des entreprises des technologies de l'information et des médias et 23e pour les incitations à l'investissement dans l'IA, ce qu'il convient de saluer. Enfin, **le sous-facteur « infrastructures de recherche »** apparaît comme le plus en retrait, le Luxembourg se classant 46e en 2026, contre 35e en 2022. Les principales fragilités concernent les publications de R&D rapportées à la population (60e)[1] et les articles consacrés à l'IA (59e). Le tableau est plus favorable en matière de ressources mobilisées : le pays se situe à la 16e place pour le personnel de R&D par habitant et au 28e rang pour les publications de brevets liés à l'IA. Ainsi, **si le Luxembourg dispose de certains fondamentaux technologiques et de ressources de recherche bien positionnés, ceux-ci ne semblent pas se traduire avec la même intensité dans l'investissement technologique, la production scientifique ou le développement de l'IA à travers l'économie luxembourgeoise**.

Les résultats du **facteur « Efficacité »** mettent en avant les difficultés persistantes relatives aux **pratiques**. La poursuite du repli du Luxembourg à la 51e place en 2026, contre 40e en 2022, doit alerter. Les résultats sont particulièrement faibles concernant l'utilisation des services en ligne (53e), alors que l'utilisation du *big data* et de l'analytique (42e) et le développement et l'application des technologies (37e) laissent également entrevoir d'importantes marges de progression. Le constat est en revanche plus favorable sur **l'agilité des entreprises** : le Luxembourg progresse de la 27e à la 17e place entre 2025 et 2026. Si le transfert de connaissances entre les entreprises et le monde académique et de la recherche est encore relativement peu développé au Luxembourg (33e), le pays se distingue par une faible crainte de l'échec entrepreneurial (12e) et par sa capacité à mobiliser les réseaux (17e). Enfin, **l'adoption de l'IA** constitue un sujet aujourd'hui central : après avoir atteint la 19e place sur ce sous-facteur en 2025, le Luxembourg décroche à la 41e place en 2026. Faits marquants, l'enquête auprès des dirigeants d'entreprise fait apparaître des difficultés concernant l'accès de la société à l'IA (49e) et l'adoption de l'IA dans les entreprises (47e). La stratégie nationale en matière d'IA (20e) semble être accueillie favorablement par les dirigeants d'entreprises. **Sa mise en œuvre est déterminante pour transformer ce cadre stratégique en adoption de l'IA dans l'ensemble de l'économie luxembourgeoise et faire du Luxembourg un hub de l'IA**.[2]

Le facteur « Développement du capital humain », qui reflète la capacité à disposer des compétences nécessaires pour piloter durablement une économie numérique fondée sur l'IA, reste une grande faiblesse du Luxembourg. Le pays est 37e en 2026, reculant de 11 places par rapport à 2025. Cette performance recouvre des situations différentes selon les trois sous-facteurs analysés. Le recul est particulièrement marqué s'agissant des **talents**, le Luxembourg rétrogradant à la 53e place en 2026 (34e en 2025). Plusieurs indicateurs témoignent de difficultés à élargir et à renouveler le vivier de compétences, notamment le flux net d'étudiants internationaux (64e). Le pays peut néanmoins s'appuyer sur sa capacité à attirer des talents étrangers hautement qualifiés (9e), ainsi que sur l'expérience internationale et les compétences de ses dirigeants expérimentés (9e). Sur **le sous-facteur « éducation et formation »**, le Luxembourg se maintient à la 28e place, comme en 2025. Toutefois, si la proportion de diplômés en sciences est relativement favorable (28e) et que le niveau de formation supérieure constitue un point fort (12e), le pays dispose d'une importante marge de progression en matière d'éducation à l'IA à l'Université

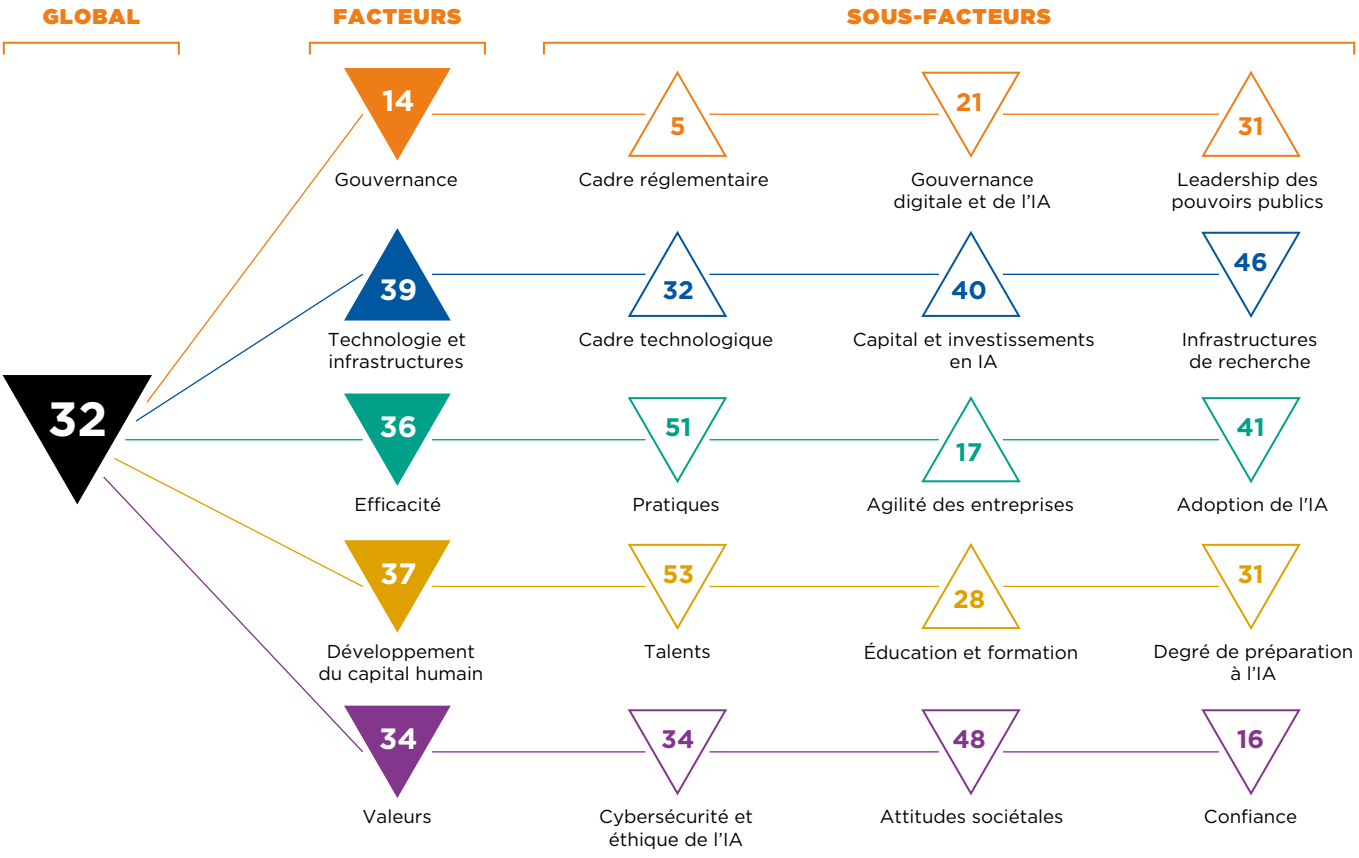
1 Les indicateurs par habitant doivent être interprétés avec prudence compte tenu de la petite taille de la population du Luxembourg.

2 Voir le rapport « LuxAIhub : faire du Luxembourg un hub de l'intelligence artificielle » de la Chambre de Commerce.

(55e). Enfin, le **degré de préparation à l'IA** se détériore, le Luxembourg passant de la 17e place en 2022 à la 31e en 2026. Les résultats de l'enquête mettent notamment en évidence le besoin de développer les compétences en IA (49e), de répondre aux préoccupations sur les effets de l'IA sur l'emploi (45e) et de soutenir les entreprises dans leur investissement en formation à l'IA (43e). **Ces résultats font apparaître un décalage entre la capacité du Luxembourg à attirer des compétences internationales et sa capacité à développer, sur son territoire, les compétences nécessaires à la transition numérique et à l'adoption de l'IA**.

Le facteur « Valeurs », qui évalue les dimensions éthiques, de sécurité et de confiance conditionnant une adoption socialement durable des technologies numériques et de l'IA, constitue un point de vigilance capital. Le Luxembourg perd 14 places en 4 ans sur cette thématique, pour se classer 34e en 2026. En termes de **cybersécurité et d'éthique**, l'enquête auprès des dirigeants d'entreprises fait apparaître des entreprises insuffisamment armées face aux cyberattaques. Le Luxembourg se classe ainsi 30e sur sa capacité à se prémunir contre les cyberattaques et 44e pour la compréhension des risques que l'IA peut faire peser sur la sécurité informatique des entreprises. Ces craintes méritent d'autant plus d'attention que les cyberattaques se multiplient à l'échelle mondiale. Check Point Research recense 2.803 cyberattaques en moyenne par semaine en septembre 2026, soit une hausse de 48% en un an. Cette intensification de la menace cyber est la plus forte en Europe (+61% en septembre 2026 par rapport à septembre 2025) et le Luxembourg n'y échappe pas. Dans ce contexte, la 44e place sur la capacité du gouvernement à limiter les risques liés aux menaces cyber interroge, sachant que les gouvernements sont les deuxièmes cibles les plus visées après les institutions éducatives.[3] En outre, c'est dans **l'attitude de la société vis-à-vis des technologies** que le recul est le plus visible (-15 rangs entre 2025 et 2026). Plusieurs fragilités, déjà visibles par le passé, semblent se renforcer. C'est le cas, par exemple, de l'utilisation des services en ligne pour faciliter les interactions entre la population et l'administration (53e) et de la capacité des personnes, selon les entrepreneurs interrogés, à faire preuve de flexibilité et d'adaptation face à de nouveaux défis (40e). La **confiance** est un autre aspect à surveiller. Si le Luxembourg bénéficie traditionnellement d'une image de stabilité et de sécurité à l'international, confortée par sa notation triple A, les entrepreneurs sont visiblement soucieux de la gestion des données sensibles par les systèmes d'IA utilisés dans les entreprises et par leur capacité à gérer des fuites de données. À leurs yeux, la confiance des personnes dans l'IA au Luxembourg est relative (36e). Or, **la confiance est une condition essentielle à une adoption durable et à grande échelle de l'IA**.

LE CLASSEMENT DU LUXEMBOURG SUR LES DIFFÉRENTS FACTEURS ET SOUS-FACTEURS



Le sens du triangle indique l'évolution par rapport à l'année précédente : ▲ amélioration ou stabilité ▼ recul

Source : IMD

3 Check Point Research, *September 2026 Cyber Threat Landscape: Global Attacks Jump 48% as Phishing and GenAI Data Exposure Rise*, 8 October 2026.

CE QU'IL FAUT RETENIR

1. Le nouveau classement de compétitivité *IMD World Digital and AI Ranking 2026* s'articule autour d'une question centrale : dans quelle mesure les pays et les entreprises sont-ils prêts à utiliser l'IA de manière productive, à l'encadrer de façon responsable et à gagner la confiance des personnes concernées par son déploiement ?

2. Le Luxembourg est 32e au classement général (sur 70 économies). Ses résultats sont en recul sur 4 des 5 facteurs (Gouvernance, Efficacité, Développement du capital humain et Valeurs) et restent stables sur le volet « Technologie et infrastructures », mais à un faible niveau (39e).

3. Le facteur « Gouvernance » constitue le point fort du Grand-Duché, avec une 14e place reflétant la robustesse de son cadre réglementaire. Un contraste se dessine entre la capacité du Luxembourg à créer un environnement propice et encadré pour l'IA et sa capacité à en accélérer son adoption et son déploiement.

4. Sur le facteur « Technologie et infrastructures », le Luxembourg dispose de fondamentaux technologiques solides malgré d'importants écarts entre indicateurs ; l'accès des entreprises au capital et leur financement dans l'IA reste difficile (40e) ; le Luxembourg décroche sur les infrastructures de recherche (46e).

5. Les résultats du facteur « Efficacité » mettent en avant les difficultés liées aux pratiques (51e). Le repli du Luxembourg à la 51e place doit alerter. Le constat est plus favorable sur l'agilité des entreprises (17e) : le pays se distinguant par une faible crainte de l'échec entrepreneurial (12e) et par sa capacité à mobiliser les réseaux (17e). En revanche, le décrochage à la 41e place sur l'adoption de l'IA est préoccupant.

6. À la 37e position sur le facteur « Développement du capital humain », la contreperformance du Luxembourg est particulièrement marquée s'agissant des talents (53e). S'il se maintient à la 28e place sur le sous-facteur « éducation et formation », le degré de préparation à l'IA se détériore nettement (17e place en 2022, 31e en 2026). Les résultats de l'enquête mettent en évidence le besoin de développer plus avant les compétences en IA (49e), de répondre aux préoccupations sur les effets de l'IA sur l'emploi (45e) et de soutenir les entreprises dans leur investissement en formation à l'IA (43e).

7. Les résultats du pays sur le facteur « Valeurs » constituent un point de vigilance additionnel. Les entreprises apparaissent insuffisamment armées face aux cyberattaques (30e sur la capacité à se prémunir contre les cyberattaques et 44e pour la compréhension des risques que l'IA peut faire peser sur la sécurité informatique des entreprises). De plus, le pays recule sensiblement (-15 rangs entre 2025 et 2026) sur l'attitude de la société vis-à-vis des technologies. La confiance dans l'IA (36e) est également un aspect à surveiller de près, sachant qu'elle est indispensable à son adoption durable et à grande échelle.

Auteure : Sidonie Paris, Service des Affaires économiques
sidonie.paris@cc.lu